



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

2011 CONSEIL DES GOUVERNEURS

Nourrir les générations futures:
jeunes ruraux aujourd'hui, agriculteurs
productifs et prospères demain

Nourrir les générations futures: jeunes ruraux aujourd'hui, agriculteurs productifs et prospères demain

Introduction

Les jeunes, femmes et hommes, qui vivent en milieu rural sont les agriculteurs, entrepreneurs et dirigeants du monde de demain. C'est à eux qu'il incombera de relever des défis s'agissant de satisfaire la demande alimentaire, développer des centres ruraux dynamiques et promouvoir une croissance économique diversifiée dans les pays en développement. Il est donc impératif de placer les jeunes ruraux¹ et la petite agriculture au premier plan des stratégies mondiales en faveur de la sécurité alimentaire, de la réduction de la pauvreté et de la croissance des revenus.

L'actuelle génération de jeunes est la plus nombreuse de l'histoire². Dans les pays en développement, les jeunes représentent en moyenne 20% de la population³, et constituent en tant que tels une ressource potentielle considérable pour ces pays. Pourtant, et c'est ironique, les zones rurales ne profitent pas pleinement de cette ressource; en effet, nombre de communautés paysannes voient leur moyenne d'âge augmenter, précisément parce que, faute d'incitations à y rester, les jeunes, femmes et hommes, quittent la campagne pour chercher ailleurs les moyens de se réaliser.

Résoudre ce paradoxe et relever les défis de la hausse de la productivité agricole et de la croissance économique rurale supposent au moins trois choses: des investissements dans l'infrastructure économique et sociale des zones rurales; la création de possibilités de revenus pour les jeunes dans l'agriculture et l'économie rurale non agricole; et l'élargissement des possibilités qui s'offrent aux jeunes, femmes et hommes, de renforcer les capacités et les compétences dont ils ont besoin pour tirer profit de ces possibilités.

La présente note conceptuelle jette les bases des discussions du groupe de haut niveau. Elle met l'accent sur certains des principaux problèmes qui touchent les jeunes ruraux, femmes et hommes, dans la petite agriculture et dans l'économie rurale au sens large. Elle pose en outre un certain nombre de questions clés destinées à orienter le débat.

Pourquoi se focaliser sur les jeunes ruraux?

Les jeunes, femmes et hommes, en particulier ceux qui vivent en milieu rural, constituent un groupe disparate; il n'en reste pas moins que la plupart appellent et méritent une attention particulière. Du fait de leur manque d'expérience et des structures sociales hiérarchiques fondées sur l'âge qui existent dans de nombreux pays, ils manquent d'actifs – notamment fonciers – et sont plus particulièrement à la merci du chômage, du sous-emploi, de conditions de travail médiocres et de l'exploitation pure et simple.

Toutefois, les jeunes ne sont pas simplement des victimes: ils sont également porteurs d'un fantastique potentiel d'innovation et s'avèrent plus enclins à prendre les risques qui vont habituellement de pair avec les possibilités nouvelles. Ils constituent la ressource principale dont disposent beaucoup de pays en développement. La difficulté consiste à trouver la meilleure manière de tirer parti de ce potentiel.

1 L'ONU définit les jeunes comme des individus âgés de 15 à 24 ans.

2 Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) estime la population mondiale des jeunes à 1,05 milliard de personnes (<http://www.unfpa.org/6billion/ccmc/youthandpopulation.html>).

3 Il convient de comparer ce chiffre à la proportion de 13% dans les régions développées, *Rapport mondial sur la jeunesse 2007* (New York, Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, 2007), p. 254-257.

Le nombre de jeunes croît rapidement dans les pays en développement. Cela vaut particulièrement pour l'Afrique subsaharienne où, dans certains pays, plus de 60% de la population a moins de 25 ans. Il en résulte évidemment une pression accrue sur le marché du travail.

Le fait de laisser ces jeunes, femmes et hommes, sans possibilités d'emploi peut être lourd de conséquences. Les jeunes ruraux sous-employés, en particulier lorsqu'ils sont frustrés et oisifs parce qu'ils n'ont pas trouvé de travail décent en dépit de leur migration vers les centres urbains, alimentent les troubles sociaux, la criminalité, voire les conflits armés⁴. Les initiatives qui visent à donner aux jeunes davantage d'occasions de prendre part à des activités agricoles et non agricoles décentes vont dans le sens de l'harmonie sociale, ainsi que de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté.

Durant les crises économiques récentes, les taux de chômage des jeunes à l'échelle mondiale sont passés de 11,9% à 13,0% entre 2007 et 2009⁵. Entre 1997 et 2007, le rapport du chômage des jeunes sur celui des adultes a crû de 2,6 à 2,8⁶, ce qui signifie que les jeunes sont aujourd'hui presque trois fois plus susceptibles que les adultes d'être sans emploi. Si alarmants que puissent être ces chiffres, le sort des quelque 300 millions de jeunes qui appartiendraient à la catégorie des travailleurs pauvres est tout aussi grave. Ils gagnent moins de 2 USD par jour, sont quatre fois plus nombreux que les jeunes chômeurs et travaillent généralement dans des zones rurales⁷.

L'avenir de la petite agriculture

On prévoit que la population mondiale, qui compte actuellement 6,9 milliards de personnes, passera à 9,2 milliards d'ici à 2050. Les projections montrent que la production alimentaire à l'échelle planétaire devra augmenter de 70% pour faire face à cette croissance démographique. Il faudra que l'agriculture dans les pays en développement joue un rôle bien plus important qu'aujourd'hui afin de contribuer à la sécurité et à la distribution alimentaires mondiales. La petite agriculture n'est pas seulement vitale pour aider à nourrir une population mondiale en hausse; elle constitue également la base des économies rurales et peut promouvoir une croissance favorable aux pauvres, qui profite à l'économie non rurale comme à l'économie rurale⁸.

Pour prospérer dans les années à venir, la petite agriculture des pays en développement n'aura d'autre choix que de relever un certain nombre de défis majeurs. Les petits exploitants devront accroître leur productivité, exploiter de nouvelles filières commerciales et améliorer leurs liens avec les marchés nationaux et mondiaux. Il leur sera nécessaire de donner un tour commercial à leurs systèmes de production en utilisant les méthodes et technologies agricoles les plus adaptées, et de considérer de plus en plus leurs fermes comme des entreprises.

Cependant, les ressources dont dépendent leurs moyens d'existence se dégradent sous l'effet de la pression démographique, de modes d'occupation non durables (tels que l'utilisation inappropriée de produits agrochimiques, la surexploitation des ressources hydriques, la déforestation, le surpâturage et la surpêche) et de politiques et institutions inefficaces. Par conséquent, si les petites exploitations doivent augmenter leur productivité, il leur faut également devenir plus viables sur le plan environnemental. En outre, la dégradation des ressources naturelles est aggravée par le changement climatique, et les petits agriculteurs seront confrontés à une incertitude et à un stress climatiques croissants. L'agriculture doit devenir plus résiliente face à des chocs qui se font déjà plus fréquents que jamais.

Pour être en mesure de relever ces défis multiples, la petite agriculture devra se montrer plus innovante et plus axée sur les savoirs qu'elle ne l'est aujourd'hui. La prochaine génération de paysans sera aux avant-postes de cette agriculture axée sur les savoirs: des investissements conséquents et soutenus au profit de cette génération sont donc essentiels pour tirer le meilleur de ses énergies et de ses ambitions.

4 Par exemple, la guerre civile en Sierra Leone a été menée dans une large mesure par des jeunes ruraux (DIAL, *Youth and labour markets in Africa: A critical review of literature*, document de travail DT/2007/02).

5 Organisation internationale du travail (OIT), *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes* (Genève, 2010).

6 OIT, *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes* (Genève, 2008).

7 Cette situation est particulièrement marquée en Afrique subsaharienne, où environ 60% des jeunes en âge de travailler ne sont pas en mesure de gagner assez pour sortir, et leur famille avec eux, de l'extrême pauvreté (*Tendances mondiales de l'emploi des jeunes*, 2008).

8 La croissance générée par l'agriculture se révèle plus efficace pour réduire la pauvreté que celle qui est imputable aux autres secteurs. Voir par ex. Luc Christiaensen, L. Demery et J. Kuhl, *The (Evolving) Role of Agriculture in Poverty Reduction: An Empirical Perspective*, document de travail n° 2010/36 (Tokyo, Université des Nations Unies, 2010).

Les jeunes, l'agriculture et l'économie rurale non agricole

L'agriculture est trop souvent vue comme un secteur improductif qui offre peu de possibilités de subsistance. Si l'on veut que des jeunes talentueux mènent le combat pour la sécurité alimentaire mondiale, il faut les convaincre du potentiel de l'agriculture en termes d'opportunités commerciales et d'emplois décents. Les incitations idoines doivent être mises en place afin de donner envie à ces jeunes de rester dans les zones rurales. L'infrastructure de base et les commodités telles que les routes, l'eau, l'électricité et les technologies de l'information et des communications, ainsi que des services financiers et autres spécialement conçus pour les jeunes, sont autant d'éléments qui peuvent y contribuer.

Alors que l'agriculture demeure la principale activité économique dans les zones rurales, l'économie rurale non agricole gagne en importance dans tous les pays, et une proportion toujours plus grande de ruraux tire au moins une partie de ses revenus de sources non agricoles. À l'avenir, la raréfaction des ressources et la transformation des marchés sont susceptibles de renforcer la viabilité de la petite agriculture pour les paysans qui peuvent en faire une activité lucrative solide et, simultanément, d'en pousser beaucoup d'autres à chercher des possibilités différentes dans l'économie rurale non agricole. Cette dernière reste en bonne partie alimentée par la croissance du secteur agricole, et les liens entre les deux sont encore forts. L'essentiel de l'activité économique des zones rurales sert le secteur agricole, ajoute de la valeur à ses produits ou dépend, pour son niveau de demande, des revenus générés par la production agricole.

L'économie rurale non agricole est particulièrement importante pour les jeunes. Ceux qui ne possèdent pas de terres ou trouvent simplement que l'agriculture n'est pas rentable quittent le secteur agricole. Pour beaucoup d'entre eux, l'économie rurale non agricole peut constituer une voie de sortie de la pauvreté. La principale difficulté consiste à élargir la gamme des possibilités économiques à leur disposition – tant comme employés que comme microentrepreneurs – et à s'assurer qu'ils soient à même d'acquérir les compétences nécessaires pour tirer parti de ces occasions.

Le moment est venu de réfléchir au rôle que les jeunes peuvent jouer dans les économies agricoles et rurales des pays en développement. Sur une période de presque 25 ans, à partir de 1980, la part des dépenses des gouvernements des pays en développement et la part de l'aide publique au développement (APD) allouées à l'agriculture et au développement rural ont dégringolé. Toutefois, ces dernières années, les gouvernements des pays en développement et la communauté internationale du développement ont pris une série d'engagements en vue d'accroître le niveau des ressources destinées à l'agriculture et au développement rural. Ces promesses doivent bien sûr être honorées et consolidées. Mais il faut aussi leur donner un axe, en particulier les assortir de stratégies qui débrident le potentiel de la prochaine génération d'agriculteurs et d'entrepreneurs ruraux aux niveaux international, national et local.

Créer l'environnement et les incitations qui encourageront les jeunes ruraux, femmes et hommes, à choisir l'agriculture

Dans la plupart des pays en développement, l'agriculture est la première source d'emploi pour les jeunes ruraux. Néanmoins, elle ne permet en réalité que rarement de gagner sa vie. Les emplois dans le secteur agricole se caractérisent par des bas salaires, de faibles niveaux de productivité, le sous-emploi, des travaux dangereux et l'absence de protection sociale. Dès lors, le problème qui se pose a davantage trait à la décence des conditions de travail qu'au manque d'emplois.

L'agriculture est le principal employeur des enfants travailleurs. Plus de 70% d'entre eux – soit quelque 132 millions de filles et de garçons – sont actifs dans le secteur⁹. Le fait de travailler toute la journée inhibe leur développement en les empêchant d'aller à l'école ou de terminer leur scolarité, ce qui limite leurs perspectives d'avenir. De plus, leur santé et leur sécurité s'en trouvent souvent menacées.

9 Voir <http://www.fao-ilo.org/fao-ilo-child/fr/>.

Dans un tel environnement, il n'est pas surprenant qu'un grand nombre de jeunes tournent le dos à l'agriculture. Beaucoup préfèrent migrer vers les centres urbains à la recherche d'un emploi décent et de la possibilité de diversifier les revenus de leur famille en envoyant de l'argent chez eux. Malheureusement, le marché du travail urbain est souvent incapable d'absorber l'afflux de travailleurs migrants, et nombre de jeunes migrants n'ont pas le niveau d'éducation ni les compétences nécessaires pour prétendre à un emploi décent en ville.

À l'avenir, il est impératif de fournir aux jeunes, femmes et hommes, tant des emplois décents et des possibilités de subsistance dans leurs communautés rurales, y compris dans le secteur agricole, de sorte qu'ils puissent rester s'ils le veulent, qu'une formation, un appui et des conseils adaptés dans le cas où ils décident de partir.

Les débats locaux, nationaux et internationaux sur cette question doivent viser à :

- promouvoir des politiques et des programmes qui aboutissent à de réelles améliorations s'agissant de la qualité des emplois agricoles, notamment grâce à l'adoption de technologies modernes; et
- garantir que des mécanismes, des institutions et des réseaux de soutien soient en place pour donner aux jeunes les moyens de décrocher ces emplois.

Plus précisément, les jeunes, femmes et hommes, doivent avoir accès aux éléments suivants:

- terres aux fins de production agricole
- technologies modernes
- mécanismes de crédit
- formation au commerce et à l'entrepreneuriat
- appui à la création de microentreprises
- stages d'apprentissage et expérience de bénévolat
- services appropriés de conseil et de suivi de carrière

Étant donné que la situation des jeunes varie d'une région à l'autre, les approches doivent être souples et tenir compte des réalités socioéconomiques locales.

Quand les jeunes verront que les petites exploitations peuvent être transformées en entreprises dynamiques, innovantes et modernes, ils seront encouragés à choisir une carrière agricole. Leurs compétences et leurs talents seront ainsi mis à profit pour générer une économie rurale prospère qui offrira des possibilités d'emploi dans les deux secteurs, agricole et non agricole.

Dans certains endroits du monde en développement, cette vision est en train de devenir réalité. Au Cambodge, les Jeunes agroentrepreneurs – cours de formation géré par une ONG locale – enseignent aux jeunes comment créer leur propre entreprise agronomique. Les élèves sont payés pour y assister et se voient octroyer un prêt de 1 000 USD lorsqu'ils le terminent, afin de monter leur propre affaire. En 2009, près de 100 jeunes, dont 30 femmes, ont achevé la formation et créé leurs propres projets d'entreprise agronomique à petite échelle¹⁰.

Il est urgent de mettre en place des interventions plus ciblées qui visent les petits ouvriers agricoles et les jeunes ruraux. Toutefois, celles-ci doivent également être appuyées par des stratégies multisectorielles pour venir à bout des contraintes qui paralysent les communautés rurales, comme:

- la médiocrité des infrastructures – en particulier, le manque d'accès aux routes et à des sources fiables d'eau et d'énergie;
- l'inadéquation des informations sur les marchés, l'insuffisance de l'accès aux marchés et la faiblesse du pouvoir de négociation;
- le manque d'accès à des services financiers de base; et
- la faiblesse des institutions qui empêche les jeunes ruraux, les exploitants et les ouvriers agricoles d'accéder à des moyens d'existence durables et à des emplois décents¹¹.

10 Lars Duerkop, A. Bolliger et W. Scheewe, "Business Development and Youth in Rural Cambodia", *Rural 21: The International Journal for Rural Development*, mars 2010.

11 Au Viet Nam, par exemple, on estime que le taux de pauvreté des ouvriers agricoles est dix fois plus élevé que celui des ouvriers non agricoles (Hoang B. Thinh, *Rural employment and life: Challenges to gender roles in Vietnam's agriculture at present*, Centre de recherche sur le genre, la famille et l'environnement dans le développement, 2009).

Veiller à ce que les jeunes femmes contribuent au processus de développement durable et en tirent le bénéfice qui leur revient

Partout, les femmes jouent un rôle majeur dans la sécurité alimentaire de leur famille. Néanmoins, les jeunes femmes ont fréquemment moins de possibilités que les jeunes hommes en termes d'éducation, de formation et d'emploi agricole productif. Cela découle de modèles de genre traditionnalistes qui président à l'attribution des tâches ménagères, aux choix de carrière, au mariage précoce et à la maternité, ainsi que de contraintes qui pèsent sur leur évolution dans certaines sociétés. Par conséquent, beaucoup de femmes sont confrontées à des possibilités d'emploi extrêmement limitées; et quand elles ont une activité professionnelle non agricole, les femmes ont tendance à se voir offrir des postes moins qualifiés et moins rémunérateurs.

Pourtant, il est bien établi que les femmes ont un potentiel important pour ce qui est de contribuer à la croissance économique rurale et d'assurer leur propre subsistance, ainsi que celle de leur famille et de leur communauté. Au Ghana, par exemple, les rendements des femmes en ce qui concerne le cacao sont aussi bons que ceux des hommes, alors qu'elles ont généralement moins accès aux engrais et aux insecticides¹². À Sri Lanka, un programme appuyé par le FIDA a ouvert aux femmes la voie vers la formation professionnelle, les technologies et le microcrédit afin de leur permettre de transformer de petites exploitations de subsistance en entreprises agronomiques. Il en est résulté une hausse de la production, une baisse des risques et la multiplication des moyens de sortir de la pauvreté pour les agricultrices participantes¹³.

Le Programme pour l'emploi et la subsistance des adolescents, mené par l'ONG BRAC, prodigue une formation aux compétences de la vie quotidienne et fournit des mécanismes de crédit aux femmes rurales âgées de 14 à 25 ans en Afrique et en Asie. Il aide les jeunes femmes à investir leurs prêts dans l'élevage, le maraîchage, la volaille et d'autres petites entreprises¹⁴. Appuyer l'autonomisation des jeunes femmes rurales multiplie les possibilités qui leur sont offertes, leur permettant ainsi d'assurer leur subsistance ainsi que celle de leur famille et rehaussant leur statut au sein du ménage et dans la société.

Favoriser les investissements agricoles grâce à l'éducation et à la formation en milieu rural

Les insuffisances de l'éducation en milieu rural et les décalages entre les niveaux éducatifs ruraux et urbains sont bien documentés¹⁵. Les faibles taux de scolarisation, le manque d'enseignants qualifiés, les cours inadaptés, les locaux médiocres et les frais de scolarité trop élevés peignent un tableau bien sombre de l'état de l'éducation rurale. De plus, en particulier en Afrique subsaharienne, l'épidémie de VIH/sida a eu de graves conséquences pour la génération précédente, dont le rôle devait consister à transmettre ses compétences et son expérience à la nouvelle génération. Il y a matière à optimisme dans les indices qui montrent que le fossé rural-urbain au niveau de l'éducation se réduit dans de nombreux pays, bien que les données fiables soient rares¹⁶. Il est crucial que nous tirions parti de ces avancées et renforçons la qualité et la pertinence de l'éducation en milieu rural.

Ces dernières années ont vu une diminution du nombre des formations techniques et professionnelles offertes, en particulier dans les zones rurales, peut-être du fait de la priorité accordée aux objectifs de l'initiative Éducation pour tous et au deuxième Objectif du Millénaire pour le développement (OMD 2)¹⁷. C'est quelque chose que nous devons traiter, tout en améliorant les résultats généralement mitigés des programmes de formation existants. Des programmes plus spécifiques ciblant les jeunes ruraux pourraient produire des résultats concrets.

12 Marcella Vigneri et R. Holmes, *When being more productive still doesn't pay: gender inequality and socio-economic constraints in Ghana's cocoa sector* (Londres, Overseas Development Institute, 2009).

13 Anoja Wickramasinghe, *Agricultural Commercialization in Tackling Issues of Poverty and Gender Inequality in Rural Agrarian Economies: a case study* (Peradeniya, Sri Lanka, Université de Peradeniya, 2009).

14 Voir <http://www.brac.net/content/economic-development-empowering-adolescents>.

15 Le *Rapport mondial sur la jeunesse 2007* révèle l'étendue des écarts entre ville et campagne en matière d'accès à l'éducation. Au Mozambique, par exemple, 54,9% des jeunes urbains âgés de 16 à 20 ans ont suivi un type de cursus ou un autre, contre 29,3% pour leurs homologues ruraux. La situation des filles en zone rurale est particulièrement sinistre, nombre de pays faisant état de moins de 10% des filles de 16 à 20 ans inscrites dans un établissement d'enseignement ou un programme de formation.

16 Au Pakistan, le taux d'alphabétisation en zone rurale, qui s'établit à 44%, est nettement inférieur aux 72% observés en zone urbaine. Ce rapport de 0,61 entre les deux constitue néanmoins une amélioration sensible vis-à-vis du ratio de 0,34 enregistré pour la génération précédente, en 1972.

17 Maria Hartl, *Technical and vocational education and training (TVET) and skills development for poverty reduction – do rural women benefit?* (Rome, FIDA, 2009).

Les programmes sont plus efficaces lorsqu'ils répondent à des demandes spécifiques du marché du travail, s'appuient sur la génération précédente pour transmettre les compétences et prodiguent des conseils pour la vie quotidienne. Les stages d'apprentissage et les cours de formation donnent également des résultats positifs et doivent être soutenus et élargis¹⁸.

À Madagascar, un programme financé par le FIDA offre une formation et un apprentissage aux jeunes agriculteurs et à d'autres résidents ruraux pour les aider à créer de petites entreprises. Il accroît également l'accès à la technologie et aux services financiers par l'intermédiaire de services de développement des entreprises. Durant les deux premières années de cette initiative qui doit durer sept ans, 18 000 entreprises ont été assistées par 200 prestataires de services de développement des entreprises dans le cadre de 15 filières. Le partenariat du programme avec la Fédération des chambres de commerce facilite les relations entre les petits exploitants et les moyennes entreprises, créant de nouvelles possibilités de commercialisation et de constitution d'organisations professionnelles¹⁹.

Impliquer les jeunes dans la prise de décisions et les politiques de création d'emplois aux niveaux local et national

Les personnes plus âgées voient souvent les jeunes comme des bénéficiaires passifs de conseils et de soutien. Ce qui n'est ni exact ni productif. Nous devons parler aux jeunes, femmes et hommes, et écouter ce qu'ils ont à dire sur leurs objectifs et perspectives, et sur les obstacles qu'ils rencontrent. Il nous faut les impliquer dans la recherche de solutions et l'élaboration d'incitations. Nous devons permettre aux jeunes de participer pleinement à tous les niveaux de décision, y compris dans les processus décisionnels clés. Cela les aidera à acquérir les compétences et la confiance dont ils ont besoin pour un travail productif et à développer et démontrer leurs valeurs et leurs capacités.

Le bénévolat des jeunes dans le secteur agricole s'avère un outil efficace qui mérite d'être exploré plus avant. Créer et autonomiser des groupes de jeunes afin qu'ils prennent part aux processus décisionnels est également utile. Les banques, les plans d'épargne et les coopératives de jeunesse peuvent favoriser une participation accrue des jeunes aux économies locales et générer des possibilités d'existence décentes pour les jeunes dans la petite agriculture et d'autres secteurs²⁰.

En Colombie, un programme financé par le FIDA, intitulé Oportunidades Rurales, forme des jeunes et les incite à épargner et à investir leurs économies dans la création de leurs propres microentreprises. Il encourage également la participation des jeunes à la prise de décisions en veillant à ce que toutes les commissions chargées d'évaluer les propositions de microentreprises comptent au moins un jeune parmi leurs membres.

En Ouganda, l'Association commerciale des fermiers de Kapchorwa²¹ permet à des jeunes de prendre part à des activités agricoles à but lucratif. Elle est gérée localement et, au cours des dix dernières années, elle est passée de moins de 30 membres à plus de 5 000. Elle s'est lancée dans l'achat groupé d'engrais, a obtenu des contrats de livraison avec des brasseries et avec le Programme alimentaire mondial (PAM), et a mis en place un système de récépissés d'entrepôt pour ses membres. À mesure que l'activité agricole devient plus rentable, les jeunes, femmes et hommes, s'y intéressent de plus en plus, ainsi qu'aux formations qui y ont trait, et des membres de l'association des jeunes entrepreneurs commencent à louer des terres afin d'élargir leur production.

Ces exemples de démarches visant à donner aux jeunes les moyens de participer pleinement aux initiatives rurales doivent être adaptés et élargis à plus grande échelle, de manière à promouvoir une jeune génération confiante et active face aux défis que doivent relever leurs communautés.

18 Au Libéria, les efforts visant à réintégrer et réengager les jeunes dans les activités productives ont rencontré beaucoup de difficultés. Néanmoins, les plans d'apprentissage et le développement des microentreprises sont deux domaines dans lesquels des résultats concrets ont été obtenus et où il existe des possibilités de progrès futurs (OIT, PNUD: *Employment Opportunities and Working Conditions of Rural and Peri Urban Youth in Liberia*, 2006, p. 19-21).

19 Pour en savoir davantage sur ce programme, voir son site web: <http://www.prosperer.mg>.

20 En Sierra Leone, un programme intitulé "Mobilisation des jeunes et création d'emplois par l'agriculture" fournit des formations et des ressources aux jeunes agriculteurs de subsistance, les encourageant à promouvoir la sécurité alimentaire dans leurs régions et à contribuer à leur propre autonomisation (*Rapport mondial sur la jeunesse 2007*, p. 108).

21 L'Association commerciale des fermiers de Kapchorwa est une organisation gérée localement qui reçoit l'appui, entre autres, du PAM (<http://www.wfp.org/purchase-progress/blog/simply-inspirational>) et de l'USAID (http://www.usaid.gov/stories/uganda/ss_uganda_loans.html). Pour plus d'informations à son sujet, se reporter au *Rapport sur la pauvreté rurale 2011* du FIDA (à venir), <http://www.ifad.org/rpr2011/index.htm>.

La marche à suivre

Jusqu'à ces derniers temps, les besoins et les vulnérabilités propres aux jeunes n'étaient pas pris en compte dans les programmes de développement et les débats de politique générale. Heureusement, la situation est en train de changer.

Les Nations Unies ont récemment proclamé l'Année internationale de la jeunesse, à compter du 12 août 2010. Durant l'année, les institutions des Nations Unies organiseront des manifestations centrées sur les questions liées à la jeunesse et sur le rôle des jeunes, femmes et hommes, dans le développement. La Charte africaine de la jeunesse, publiée en 2005, cible l'éducation et le développement des compétences des jeunes afin d'accroître les possibilités d'emploi décent. Les jeunes et les femmes sont également concernés directement par le premier OMD, qui vise à réduire l'extrême pauvreté et la faim, en assurant le plein-emploi et la possibilité pour chacun de trouver un travail productif.

En coopération avec ses partenaires aux niveaux local, national et international, le FIDA œuvre en vue de porter les jeunes ruraux, femmes et hommes, au sommet du programme de développement. Une étude portant sur 300 programmes d'emploi des jeunes dans 84 pays est parvenue à la conclusion que moins de 10% d'entre eux avaient pour objectif premier la promotion de l'emploi des jeunes en milieu rural²². Bien que la focalisation croissante sur les questions concernant les jeunes soit la bienvenue, ces initiatives doivent inclure les jeunes ruraux – et en particulier les jeunes femmes qui vivent en milieu rural – comme catégorie spéciale.

Questions à débattre

Les membres du groupe de haut niveau seront priés de lancer la discussion en réfléchissant sur un certain nombre de questions clés, à savoir:

- Pour quelles raisons les jeunes – femmes et hommes – sont-ils relativement négligés dans les programmes agricoles nationaux, et que peut-on y faire, compte tenu de leur rôle crucial dans l'alimentation du monde de demain?
- Quelles sont les principales mesures à prendre au niveau national pour faire progresser la question des jeunes?
- Comment établir des partenariats innovants et dynamiques entre les acteurs locaux et internationaux, et entre les acteurs privés et publics, afin de donner à la prochaine génération de petits agriculteurs les moyens de participer, à différents niveaux, aux filières mondiales et de promouvoir un système d'échanges mondiaux plus équitable?
- Les programmes de formation et les investissements agricoles peuvent-ils être coordonnés en vue de créer des synergies et de fournir des incitations et des possibilités économiques concrètes aux petits exploitants jeunes?
- Quels changements et quelles initiatives devons-nous entreprendre pour permettre aux jeunes femmes de contribuer au processus de développement rural et d'en tirer les bénéfices qui leur reviennent?

22 OIT et FIDA: *Promouvoir l'emploi décent et productif des jeunes dans les zones rurales: examen des stratégies et programmes* (à venir), p. 6.



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Fonds international de
développement agricole
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591
Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org
www.ruralpovertyportal.org

Personne à contacter:
Rosemary Vargas-Lundius
Spécialiste principale de recherche
Bureau du Responsable principal
des stratégies de développement
Téléphone: +39 06 5459 2350
Télécopie: +39 06 5459 3350
Courriel: r.vargaslundius@ifad.org